

Myanmar. Après le sommet de l'ASEAN, la junte poursuit sa répression. Une coalition se forme pour une résistance armée

vendredi 7 mai 2021, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2021).

La Lettre du vendredi de Frontier souligne que le commandant en chef Min Aung Hlaing est rapidement revenu sur des accords déjà décevants conclus lors de la réunion, le 24 avril, des dirigeants de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) à Jakarta. Les affrontements ont continué à monter en flèche ; les opposants au régime se tournant de plus en plus vers la révolte armée, des groupes armés ethniques - qui envisagent une coalition - ont affronté le Tatmadaw (les forces armées) dans les régions frontalières. Un groupe de sénateurs américains a demandé davantage de sanctions contre le gouvernement militaire. (Réd.)

Le général fait marche arrière

Min Aung Hlaing est arrivé en Indonésie samedi 24 avril pour rencontrer les dirigeants régionaux et les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN. Il a fini par se mettre d'accord sur un consensus en cinq points, avant de revenir sur ces accords dès son retour au Myanmar.

Dès le départ, le consensus n'était pas particulièrement prometteur. Les problèmes se situent dès le premier point de la déclaration, qui exige une « cessation immédiate de la violence » et demande à « toutes les parties » de « faire preuve de la plus grande retenue ». Faire porter le chapeau à « toutes les parties » est décevant et conforme à la rhétorique de la Chine et de la Russie, qui cherche à présenter cette crise comme un différend dans lequel de multiples acteurs sont conjointement responsables. Le fait est qu'il s'agit d'une prise de pouvoir illégale par les militaires pour renverser un gouvernement démocratiquement élu [en novembre 2020], suivie de mois de violence brutale contre des manifestants pacifiques.

Le deuxième point convenait d'un « dialogue constructif entre toutes les parties ». Le troisième créait un nouvel envoyé spécial pour servir de médiateur dans le processus de dialogue (ce qui était attendu), le quatrième convenait que l'ANASE fournirait une aide humanitaire et le cinquième disait que l'envoyé se rendrait au Myanmar « pour rencontrer toutes les parties concernées ». L'engagement de l'ASEAN à rencontrer les deux parties, y compris vraisemblablement le gouvernement civil d'unité nationale [GUN : gouvernement d'opposition], est prometteur, mais constitue le strict minimum auquel on peut s'attendre.

À un moment donné, la résolution était également censée inclure un engagement à libérer les prisonniers politiques, ce qui aurait vraisemblablement impliqué Aung San Suu Kyi ; mais cette ligne a été supprimée au moment où la déclaration a été rendue publique. Le GUN, pour sa part, a déclaré qu'il n'envisagerait pas de négocier avec la junte tant que les dirigeants civils ne seraient pas libérés.

Malgré la nature limitée de l'accord, c'était un peu trop pour Min Aung Hlaing, qui n'a pas perdu de temps pour changer les règles du jeu. « La visite de l'équipe de la délégation proposée par les dirigeants de l'ASEAN sera considérée comme autorisée, en fonction de la stabilité du pays », a déclaré Min Aung Hlaing, selon la télévision d'État, lundi soir, 26 avri . Un avis paru dans l'édition de mardi (27 avril) du journal d'État *Global New Light of Myanmar* est allé encore plus loin, qualifiant les consensus de « suggestions » qui ne seront « prises en considération » que lorsque le Myanmar aura retrouvé sa « stabilité » et si elles sont conformes à la « feuille de route » de la Tatmadaw.

Les civils se défendent

Si les militaires ont tué six manifestants pacifiques et d'autres civils depuis le sommet de l'ASEAN, il n'y a pas eu de massacres à grande échelle. Et ce, bien que les manifestations aient repris dans certaines régions, mais avec des centaines plutôt que des milliers de personnes. Cela pourrait être un signe que Min Aung Hlaing modère au moins quelque peu sa réponse, mais cela pourrait changer en un instant.

Toutefois, le régime n'est pas le seul à ne pas respecter le « consensus », car le mouvement pro-démocratie adopte de plus en plus des tactiques violentes en réponse aux mois de brutalité de la Tatmadaw. Le district de Mindat, dans l'État Chin [région particulièrement sous-développée, habité à 80% par des membres de l'ethnie Chin], a été au cœur de la résistance armée cette semaine. Les habitants affirment avoir tué au moins 30 soldats du Tatmadaw lors d'affrontements depuis samedi 24 avril. Il est difficile de savoir si ces chiffres sont exacts, mais la junte a reconnu quelques pertes et a fini par libérer une demi-douzaine d'organiseurs de manifestations dans une tentative de trouver un apaisement avec la population de Mindat.

Des violences plus dures ont été signalées dans la région de Sagaing [ville à 20 km au sud-ouest de Mandalay ; elle est aussi un centre religieux] qui a été à l'avant-garde de la résistance civile armée. Un soldat ayant fait défection aurait été tué alors qu'il assurait la sécurité de manifestants dans le district de Tamu [ville de la région de Sagaing], ce qui a conduit des civils armés à attaquer les troupes par l'arrière avec des explosifs, faisant trois morts et laissant deux personnes dans un état critique.

Une série de fusillades entre membres des forces de sécurité du Myanmar a également eu lieu ces derniers jours, sans que l'on en connaisse les motifs. Le dernier incident en date a vu un major tirer sur un capitaine à la suite d'une dispute en état d'ivresse à Meiktila [région de Mandalay] ; le capitaine a dû être conduit à l'hôpital. Selon les habitants, le capitaine avait récemment tué un médecin et était responsable de l'arrestation d'agents électoraux, mais on ne sait pas exactement ce qui a déclenché l'altercation. Des policiers et des soldats se seraient également tirés dessus à Hakha, dans l'État de Chin, et à Kawkareik, dans l'État de Kayin, le week-end du 24 au 25 avril, faisant deux morts parmi les soldats à Hakha et un mort parmi les policiers à Kawkareik, avec d'autres blessés. Les détails sur le déclenchement de ces disputes restent rares, mais étant donné les récentes défections militaires très médiatisées, la junte ne sera pas satisfaite de ces ruptures très publiques de l'unité dans ses rangs.

Guerre dans les zones frontalières

Le Tatmadaw est également toujours confronté à une escalade des conflits dans les zones ethniques, alors que certains groupes commencent à coopérer avec les manifestants et que d'autres cherchent à former une coalition armée plus large.

L'Union nationale karen, qui a déclaré son soutien au GUN, semble former militairement de plus en

plus de manifestants civils qui ont abandonné les manifestations pacifiques au profit d'une révolution armée. « Nous formons les personnes qui veulent être formées et qui veulent lutter contre le régime militaire », a déclaré à VOA (Voice of America) le major-général Nerdah Bo Myah de la KNU (Karen National Union). Cette semaine, la KNU s'est également emparée d'une base dans le district de Hpapun, dans l'État de Kayin, où opère sa puissante Brigade 5, dernière en date d'une série humiliante de défaites pour la Tatmadaw.

En réponse, l'armée a commencé à mener des frappes aériennes dans la région, faisant craindre des pertes civiles. Ces derniers jours, la junte aurait également mené des frappes aériennes dans le canton de Momauk, dans l'État de Kachin, obligeant le déplacement de quelque 5000 personnes lors des affrontements avec l'armée indépendantiste kachin. « La plupart de nos maisons ont été incendiées et détruites », a déclaré à *The Irrawaddy* un villageois de Kone Law.

Au milieu de cette escalade du conflit, tant la Tatmadaw que certains groupes armés cherchent de nouveaux alliés. Cette semaine, la junte a approché la Democratic Benevolent Karen Army et le Conseil de paix de l'Armée Karen de libération nationale, dans une tentative apparente de séduire des signataires de l'Accord de cessez-le-feu national [datant d'octobre 2015].

Mais l'équipe de direction du processus de paix [PPST- Peace Process Steering Team] – organe conjoint de 10 organisations armées ethniques qui ont signé l'accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale en 2015 (ANC) – a adopté une approche plus audacieuse, en présentant des plans pour essayer de travailler avec certains des principaux signataires de l'ANC, comme l'Armée unie de l'État Wa, l'Armée de libération nationale Ta'ang, le Parti progressiste de l'État Shan et l'Armée Arakan.

Le PPST est actuellement présidé par un représentant du Conseil de restauration de l'État Shan qui a été engagé dans des affrontements avec le SSPP (Shan State Army-North, Armée du Nord de l'État Shan) et la TNLA (Armée de libération nationale de Ta'ang, branche armée du Front de libération de l'État de Palaung) au cours des derniers mois. La proposition pourrait indiquer que le RCSS (Restoration Council of Shan State) est prêt à négocier avec eux, ce qui pourrait ouvrir un nouveau front pour le Tatmadaw dans l'État Shan, à un moment où il est déjà à bout de souffle.

Les sénateurs demandent de nouvelles sanctions

Un groupe de six sénateurs américains des deux bords – démocrates et républicains – a exhorté le président Joe Biden et la secrétaire au Trésor Janet Yellen à « imposer de nouvelles et fortes sanctions » au régime militaire. La déclaration, signée par les républicains Marco Rubio et Susan Collins et les démocrates Jeff Merkley, Dick Durbin, Corey Booker et Ed Markey, met l'accent sur le gel de l'accès aux devises étrangères pour la junte. « En particulier, nous vous demandons instamment de cibler ou de geler tous les revenus en devises et les réserves de change détenus sur des comptes d'État en dehors de la Birmanie », indique la déclaration.

Dans un premier temps, ils ont suggéré de sanctionner Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), qui est la principale source de revenus en devises de la junte, du moins dans l'économie formelle. Les activistes réclament depuis longtemps des sanctions contre MOGE, mais les entreprises énergétiques qui ont déjà investi au Myanmar ont fait valoir que de telles mesures nuiraient à la population du pays en limitant l'accès à l'électricité. Dans une réplique directe à Chevron, qui a dépensé des millions de dollars pour engager des lobbyistes afin de défendre ce point de vue, les sénateurs ont écrit que les revenus gaziers de Chevron et du géant français de l'énergie, Total, qui sont partenaires dans le champ d'extraction de Yadana, ont aidé le régime de Than Shwe (chef de la junte militaire d'avril 1992 à mars 2011) à « résister aux sanctions internationales alors que leurs réserves diminuaient ».

Ils ont suggéré que les compagnies pétrolières et gazières internationales ne versent pas de fonds à la junte, mais qu'elles les versent sur un « compte fiduciaire ou protégé » qui sera conservé jusqu'à ce que le Myanmar « ait un gouvernement légitime et démocratiquement élu ou soit utilisé à des fins humanitaires ». Les entreprises du secteur de l'énergie ont fait valoir que de telles mesures mettraient leur personnel en danger, mais *Myanmar Now* a rapporté, au début du mois, que le personnel local de Total avait demandé à l'entreprise soit d'interrompre les exportations de gaz, soit de conserver l'argent en fiducie, ce que la direction de l'entreprise a refusé. (Lettre hebdomadaire du vendredi *Frontier Fridays* du site *Frontier Myanmar*, en date du 30 avril 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre)

Frontier

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

A l'encontre

<https://alencontre.org/asie/birmanie/myanmar-apres-le-sommet-de-lasean-la-junte-poursuit-sa-repression-une-coalition-se-forme-pour-une-resistance-armee.html>